

DOCUMENT DE RECHERCHE

28

**L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE
MONDIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DES PAYS LES MOINS AVANCÉS**

RAPPORT PRÉPARÉ PAR LE CENTRE SUD

MAI 2010

EXTRAIT¹

Dans le présent document, nous étudions l'impact des bouleversements exogènes découlant de la crise économique mondiale sur le développement industriel des pays les moins avancés (PMA). Ces pays sont très exposés aux bouleversements externes en raison de leurs vastes échanges commerciaux avec le reste du monde. Pourtant, leur part dans la production et le commerce internationaux reste marginale. Ils pâtissent de faiblesses structurelles et de déficits chroniques de la balance des paiements et du budget. Ils dépendent fortement des exportations de produits de base et de financements externes. L'envolée des prix des produits de base, de 2003 à 2008, a permis à beaucoup d'entre eux d'accélérer la croissance de leur produit intérieur brut (PIB) et de leur valeur ajoutée manufacturière (VAM), mais la plupart de ces bénéfices ont disparu au cours de l'*effondrement* qui a suivi à cause de la chute des recettes provenant des exportations, des fonds envoyés par les ressortissants travaillant à l'étranger et des sources externes de financement. Leur PIB, leur VAM et leur investissement dans la capacité de production ont fortement baissé et le taux de chômage a fortement augmenté suite à la fermeture de nombreuses usines.

Ces bouleversements sont venus s'ajouter à l'exposition de leur secteur manufacturier aux grandes pressions concurrentielles extérieures résultant, entre autres, des modifications des règles du jeu de la concurrence internationale. Il est donc devenu plus nécessaire encore pour ces pays de restructurer et de soutenir leurs industries. Or leur marge de manœuvre dans le choix des politiques a été réduite par la libéralisation prématurée des échanges et par les stratégies *axées sur les marchés* que leur imposent les donateurs et les institutions financières internationales. Par conséquent, malgré l'accélération de la croissance de leur VAM pendant les années d'envolée des prix, la majorité des PMA se sont largement désindustrialisés par rapport au début des années 1980.

La crise économique mondiale est un signal d'alarme montrant que les PMA doivent revoir leurs stratégies d'industrialisation et de développement à long terme. Il n'y a pas une seule et même stratégie pour tous. Cependant, quelques lignes directrices communes devraient s'appliquer à tous. C'est dans cette optique que nous faisons des propositions en matière de développement industriel dans le présent document. Il reste encore une certaine marge de manœuvre à ces pays, bien qu'ils en aient perdu beaucoup. Toutefois, pour éviter une catastrophe humanitaire, notamment en Afrique sub-saharienne, il faut également modifier les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), fondamentalement réformer les politiques des institutions financières internationales destinées aux PMA et reconsidérer la base des accords de partenariats économiques (APE) proposés.

¹ NDT : La version intégrale de ce document est disponible en anglais à l'adresse <http://www.southcentre.org> et s'intitule : « The impact of the global economic crisis on industrial development of least developed countries »

RÉSUMÉ

La récente crise économique mondiale a été sans précédent depuis la Grande Dépression de 1929-1932. Les pays les moins avancés (PMA) ont été gravement touchés. Bien qu'ils ne forment pas un groupe homogène, ils ont certaines caractéristiques communes qui les rendent extrêmement vulnérables aux bouleversements externes. Ils sont très intégrés au système commercial mondial, mais ils sont marginalisés dans le commerce international, surtout en ce qui concerne les produits manufacturés. Ils pâtissent de faiblesses structurelles et de difficultés budgétaires et de la balance des paiements et la plupart d'entre eux sont très endettés et dépendants de la production et des exportations de produits de base et de sources externes de financement. L'envolée des prix des produits de base, de 2003 à 2008, a permis à beaucoup d'entre eux d'accroître leur épargne nationale et leurs investissements et d'accélérer la croissance de leur produit intérieur brut (PIB) et de leur valeur ajoutée manufacturière (VAM). Néanmoins, l'*effondrement* qui a suivi a eu de graves conséquences non seulement sur leurs niveaux actuels d'activité économique et de leur taux de chômage, mais aussi sur leurs perspectives à plus long terme d'industrialisation et de développement.

Les PMA importateurs de produits alimentaires et de combustible ont souffert de l'*envolée des prix* comme de l'*effondrement des prix*. La crise a éclaté alors qu'ils se heurtaient à une augmentation des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole. Bien que les prix des produits de base non pétroliers et les prix du pétrole soient passés de leur plus haut à leur plus bas, chutant de plus de 36 pour cent et de 68 pour cent, respectivement, la baisse des prix des produits de base exportés par ces pays a été encore plus forte. En outre, les prix des produits alimentaires et du combustible sont remontés plus vite que ceux des produits de base, après avoir atteint leur plus bas en décembre 2008.

Globalement, les prévisions annoncent que le rythme de croissance des PMA chutera de 7,6 pour cent en 2007 à moins de 3,5 pour cent en 2009. Les pays africains et insulaires et les exportateurs de pétrole et de minerais sont particulièrement concernés ; certains d'entre eux affichant une croissance négative. De façon générale, la demande de produits manufacturés pâtit non seulement de la chute des exportations, mais aussi de la modification de la demande intérieure résultant du déclin du rythme de croissance de la consommation privée, qui devrait baisser de 3 pour cent en Afrique sub-saharienne, surtout dans les PMA. La baisse des fonds envoyés par les ressortissants travaillant à l'étranger est une autre cause importante du déclin de la demande intérieure de biens manufacturés dans beaucoup de PMA. Par exemple, pour six pays africains, les envois de fonds de la part des ressortissants émigrés équivalaient à plus de 100 pour cent des exportations totales. En 2008, ces envois de fonds représentaient 27 pour cent du PIB du Lesotho, 18 pour cent du PIB d'Haïti, 17,8 pour cent de celui du Népal et 11 pour cent de celui du Bangladesh. Il est prévu que la baisse de ces envois atteigne plus de 3 pour cent du PIB dans certains cas.

L'aggravation de leurs difficultés de balance des paiements a conduit à des contraintes budgétaires strictes et à une réduction des ressources financières disponibles pour l'investissement, raisons pour lesquelles des projets ont été annulés et les dépenses d'investissement ont fortement diminué. De fait, les conséquences sur la croissance des capacités de production sont lourdes. Par exemple, le taux de croissance de l'investissement devrait chuter de plus de 12 pour cent en Afrique sub-saharienne.

La combinaison de la baisse de la demande extérieure et intérieure et de l'exposition croissante du secteur manufacturier des PMA aux pressions concurrentielles sur les marchés intérieurs et

internationaux a entraîné la fermeture de nombreuses usines dans le secteur manufacturier des PMA en Asie et en Afrique, ce qui a détruit des emplois. La montée de la pression concurrentielle est le résultat des modifications des règles du jeu de la concurrence sur les marchés internationaux et de la libéralisation prématurée des échanges dans la quête de stratégies de développement *axées sur les marchés* et imposées par les institutions financières internationales et les donateurs bilatéraux. La rapidité de l'évolution technologique, l'émergence de réseaux mondiaux de production, les nouvelles méthodes de production, les subventions à l'agriculture toujours aussi grandes des pays développés et l'émergence de nouveaux acteurs, comme la Chine, en tant qu'exportateurs de produits manufacturés utilisant une forte main d'œuvre, ont accru la pression concurrentielle sur le secteur manufacturier des PMA, notamment les textiles et les vêtements qui représentent plus des deux tiers des exportations de produits manufacturés. Ces changements ont accentué le besoin de ces pays de restructurer et de soutenir leur secteur manufacturier. Or leur marge de manœuvre dans le choix des politiques a été réduite. Par conséquent, malgré l'accélération de la croissance de leur VAM pendant les années d'envolée des prix, la majorité des PMA se sont désindustrialisés par rapport au début des années 1980.

La crise économique mondiale est un signal d'alarme montrant aux PMA qu'ils doivent revoir leurs stratégies d'industrialisation et de développement à long terme. Il faut leur apporter une aide internationale et réformer les politiques des organisations internationales et des donateurs. Sur le court terme, la marge de manœuvre dont disposent les PMA pour adopter des politiques anticycliques en réaction à la crise est très limitée. Il serait utile, mais pas suffisant, de recourir à certaines restrictions aux importations prévues à la clause de la balance des paiements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux contrôles des mouvements de capitaux. Des mesures internationales devraient être prises pour aider les PMA à sortir de la crise. Ces mesures comprennent la fourniture de liquidités externes, un moratoire de la dette et un allègement et une annulation de la dette. Toutefois, ce qui est essentiel au développement à long terme des PMA est d'accroître leur capacité à absorber les bouleversements externes et l'instabilité des recettes provenant des exportations, sans que le rythme de croissance ralentisse significativement. A cet effet, les PMA doivent diversifier et moderniser leur production et leur commerce sur la base d'une stratégie de développement et d'industrialisation qui a été suivie jusqu'à présent.

Pour cela, les PMA ont besoin d'une marge de manœuvre considérable dans le choix des politiques. Or celle-ci risque d'être davantage réduite à la signature d'accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et de nombreux PMA, car le modèle proposé éliminerait la plupart des tarifs douaniers appliqués par les PMA et introduirait de nouvelles obligations en matière d'investissement et de marchés qui se répercuteraient sur leurs industries nationales et qui, dans le même temps, réduiraient leur capacité à réglementer les entrées et sorties de fonds.

Il n'y a pas une seule et même stratégie de développement pour tous les PMA, car ces derniers incluent des économies diverses malgré leurs problèmes communs. Ainsi, nous proposons des lignes directrices générales, accompagnées de propositions de mesures spécifiques. Premièrement, le marché n'est pas le seul instrument de coordination des activités économiques. Le marché et le gouvernement ont tous les deux un rôle à jouer, dont l'importance relative est susceptible de changer au cours du processus d'industrialisation et de développement. Dans les premières phases de développement, l'action publique prévaut contre les marchés. A cet égard, la capacité du mécanisme gouvernemental à élaborer et à mettre en place des politiques doit être renforcée.

Deuxièmement, les pays à forte population ont plus de chances d'appliquer des politiques commerciales et industrielles indépendantes que les pays sans littoral et plus petits. Par conséquent, la coopération régionale en vue de l'industrialisation revêt plus d'importance pour

ces derniers. Celle-ci peut comprendre la collaboration industrielle, le partage de la production industrielle et l'adoption de politiques industrielles conjointes. Cependant, dans les deux cas, les pays ont besoin d'une politique industrielle dynamique, flexible, ciblée et basée sur le principe de l'avantage comparatif dynamique, plutôt que statique.

Troisièmement, le développement d'une structure industrielle concurrentielle exige aussi de développer le secteur agricole, lorsque cela est possible, pour améliorer l'offre alimentaire, d'autant plus que les prix internationaux des produits alimentaires resteront probablement élevés à l'avenir.

Quatrièmement, l'investissement direct étranger (IDE), en général, et dans les zones franches industrielles d'exportation, en particulier, devrait être géré, contrôlé et ciblé pour servir les objectifs d'industrialisation et de développement du pays d'origine. De façon générale, le contrôle des mouvements de capitaux devrait faire partie d'une stratégie de développement à long terme.

Les règles de l'OMC imposées posent plusieurs obstacles à la mise en œuvre des politiques industrielles proposées ci-dessus, mais les PMA ont encore une certaine marge de manœuvre. Toutefois, ils devraient refuser de perdre davantage de marge de manœuvre à travers les règles de l'OMC et plus particulièrement à travers les APE. Par ailleurs, les institutions financières internationales devraient revoir leurs politiques à l'égard des PMA. Dans le cas contraire, les PMA ne risquent non seulement le sous-développement, mais aussi une catastrophe humanitaire, surtout dans les pays d'Afrique sub-saharienne où les masses de population souffrent d'une pauvreté extrême, de la pandémie du SIDA/VIH et de malnutrition.